

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



DISCOURS

**De S.E.M AZALI Assoumani,
Président de l'Union des Comores,
Président en exercice de l'Union Africaine,
A la 78^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies.**

New York, le 20 septembre 2023

- **Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,**
- **Monsieur le Secrétaire Général,**
- **Majestés, Altesses, Excellences,**
- **Distingués Représentants des Pays et des Institutions, en vos rangs et qualités,**

AssalamAnlaikum Wa Rahmatoullah Taanla Wa Barakatouh!

C'est avec un réel plaisir que j'adresse, tout d'abord, aux autorités américaines, nos sincères remerciements pour l'accueil chaleureux qu'elles nous réservent, à chaque fois que nous nous retrouvons ici à New York, pour participer à ce grand rendez-vous annuel, de la communauté internationale.

J'adresse, ensuite, mes chaleureuses félicitations, à Son Excellence, Monsieur Dennis Francis, pour sa brillante élection, à la présidence de cette 78^{ème} session ordinaire, de l'Assemblée Générale, des Nations Unies.

Je suis d'autant plus heureux, que c'est un distingué Représentant des États Insulaires en Développement, dont mon pays fait partie, qui assume cette responsabilité éminente.

Nul doute, Excellence, que vos qualités professionnelles et votre expérience, alliées à la sensibilité particulière aux enjeux de développement, qui est le propre de l'insularité, seront un gage de succès, pour les travaux de la présente session.

Je saisis également cette occasion, pour rendre un hommage mérité à votre prédécesseur, Son Excellence Monsieur Csaba Kőrösi, pour l'efficacité avec laquelle il s'est acquitté de sa noble mission, en notre nom à tous.

J'adresse enfin, au nom de mon pays et de l'Union Africaine, tous mes remerciements, à Son Excellence Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'ONU, pour son investissement soutenu, ainsi que celui de l'ensemble de ses équipes, au service de notre institution commune, pour le bien de tous.

Majestés, Altesses, Excellences,

En tant que Président de l'Union Africaine, je souhaite porter aujourd'hui, devant cette auguste assemblée, la voix de l'ensemble des États africains, qui continuent à croire à un multilatéralisme plus juste et plus efficace, car plus inclusif, susceptible d'apporter les changements profonds tant souhaités, pour une meilleure vie, dans le continent et à travers le monde.

La concrétisation de ce souhait, viendra, nous sommes convaincus, d'une réforme en profondeur, du Système des Nations Unies.

L'Afrique, d'où vivront 3,8 milliards d'habitants, à la fin de ce siècle, et qui entend jouer un rôle crucial dans l'atteinte des ODD, a le droit de participer, aux instances décisionnelles mondiales, et d'accéder entre autres, au Conseil de Sécurité, en tant que membre permanent, et jouir ainsi de ses droits, conformément au consensus d'Ezulwini.

Tout en étant une question d'équité, cette réforme des Nations-Unies, que l'Afrique réclame haut et fort, est aussi une question d'efficacité, car il en va de la légitimité, et donc de l'effectivité du multilatéralisme.

Je saisis d'ailleurs cette occasion, pour réitérer, au nom de l'Afrique, nos remerciements, à l'endroit des membres du G20, qui viennent d'intégrer l'Union Africaine, que j'ai l'honneur de présider, en cette année 2023, au sein de leur Groupe.

Cette victoire diplomatique de l'Afrique mais aussi du G20, à travers l'Inde, où s'est actée cette décision historique, est porteuse d'espoir, surtout au moment où une synergie d'actions est nécessaire, pour sortir nos pays du marasme socio-économique.

**Honorable assistance,
Mesdames et Messieurs,**

Le thème de cette 78^{ème} Assemblée, « *Rétablir la confiance et raviver la solidarité : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses Objectifs de Développement Durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tous* » arrive à point nommé.

Le continent africain fait face à de nombreux défis, qui risquent de compromettre son avenir, et j'estime que cette confiance et cette solidarité, mises à l'honneur cette année, apporteront les solutions idoines à nos préoccupations.

L'Afrique est confrontée au défi de la sécurité alimentaire, qui prend de plus en plus d'ampleur dans le continent.

En dépit des immenses superficies arables dont dispose le continent et de la main-d'œuvre qualifiée et compétente qu'il regorge, l'insécurité alimentaire continue d'impacter des millions de personnes.

Les effets du dérèglement climatique ainsi que les nombreux conflits sur le continent exacerbent cette situation, tout comme la guerre russo-ukrainienne qui a entraîné la suspension de l'approvisionnement en céréales et en engrais, entraînant par la même occasion, une inflation sans précédent.

Vous conviendrez avec moi qu'il est inconcevable qu'avec toutes ses terres arables, le continent reste un grand importateur de produits agricoles, ce qui contribue à un déficit important de sa balance commerciale agricole nette.

Ainsi, au moment où l'on parle de solidarité, il est temps que les partenariats entre les Gouvernements africains, les organismes de développement et les secteurs privés étrangers et locaux, soient renforcés, afin de relever ces défis, de manière efficace et durable.

Il est temps également que nos partenaires nous appuient dans la mise en œuvre des réformes ambitieuses, telles que le transfert d'expertise et de technologies, afin d'aider les pays durement affectés, à promouvoir le développement agricole, et plus particulièrement, à produire et transformer leurs produits au niveau local, afin de leur donner une valeur ajoutée et lutter ainsi contre les pénuries et la famine.

Nous devons également renforcer la lutte contre les effets des changements climatiques, car comme nous le vivons tous, notre planète fait constamment face, à différents aléas climatiques et plus particulièrement, les cyclones, les inondations, les séismes, les tremblements des terres, la montée des eaux et la sécheresse, pour ne parler que de ceux-là.

Ces catastrophes fréquentes, ont naturellement des impacts dévastateurs sur les économies, les infrastructures sociales, l'agriculture, et sur les populations, notamment les plus vulnérables, et entraînent des crises sanitaires, qui accentuent la vulnérabilité du continent.

Je saisis d'ailleurs cette opportunité, pour renouveler nos condoléances émues, ainsi que notre solidarité, à nos frères, du Maroc et de la Libye, dont les pays viennent de subir d'énormes pertes humaines et matérielles, suite à ces aléas de la nature.

J'ai une pensée aussi pour les nombreux pays, en Europe, en Asie et en Amérique, qui subissent, de plein fouet, les conséquences dévastatrices, des feux de forêt, des inondations et des tempêtes.

Outre les nombreuses pertes humaines, les dégâts causés par les catastrophes naturelles, soulignons-le, sont énormes et nécessitent les coûts de reconstruction et de relèvement qui ne sont pas toujours à la portée de nos États.

J'appelle alors la communauté internationale à privilégier, les approches communes, structurées et mieux adaptées, et surtout, dans le cadre du financement, pour répondre à ces catastrophes de grande ampleur, afin que nous puissions fournir à nos populations, les appuis nécessaires, pour leur relèvement.

Mais j'en appelle surtout à la mise en œuvre effective, des recommandations liées à la protection et la préservation de l'environnement, et à la concrétisation des engagements pris, en faveur de l'adaptation et de la mitigation.

La baisse des émissions à effet de serre et les promesses de financement pour lutter contre le changement climatique doivent, en effet, être traduits en actes concrets, si nous voulons vivre dans un monde plus sûr et plus prospère.

J'appelle alors à soutenir la Déclaration de Moroni de juin dernier, sur l'Economie Bleue et la Déclaration de Nairobi de septembre dernier, afin que nos pays puissent défendre, d'une même voix, leurs intérêts communs en faveur d'un développement durable, notamment lors de la prochaine COP28 de Dubaï, à laquelle nous formulons nos vœux de plein succès.

Je souhaite enfin, lancer un appel en faveur du renforcement des capacités de l'ONU-Habitat, par un appui plus substantiel, dans la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, afin que cette agence puisse mieux soutenir nos villes africaines, qui regorgent d'énormes potentialités, mais qui sont devenues très vulnérables aux changements climatiques.

Honorable assistance, Mesdames et Messieurs,

Je ne peux parler des défis du continent africain sans m'attarder sur la situation politique et sécuritaire complexe et inquiétante qui y prévaut, et notamment au Sahel.

Comme nous le savons tous, le Sahel, cette région de l'Afrique est, depuis 2010, fortement touchée par l'insécurité et le terrorisme, avec des groupes terroristes qui ont intensifié les attaques aussi bien contre les forces de sécurité que contre les civils et les infrastructures.

Il est donc urgent, que la communauté internationale, renforce ses efforts visant à nous accompagner dans la stabilisation de cette région, sachant que dans le village planétaire dans lequel nous vivons, les crises s'importent facilement, avec des conséquences sur les économies et surtout les investissements inter et intra étatiques.

Certes, il revient en premier lieu, aux Africains de mettre en œuvre des Plans de développement économique et social, dans le cadre de l'Agenda 2063, pour lutter contre la pauvreté et le chômage des jeunes notamment, et pour éviter que ces derniers ne deviennent les otages des extrémistes de tout bord.

Cependant, c'est aussi le devoir de la communauté internationale de soutenir l'Afrique dans cette démarche, car nos actions doivent être mutualisées, pour avoir la chance d'être efficaces.

Outre, le terrorisme, l'Afrique fait face également à la résurgence des changements anticonstitutionnels qui compromettent la démocratie, la paix, la sécurité, la stabilité et son développement socio-économique.

C'est dans ce sens, que l'Union Africaine a pris des sanctions contre ceux qui commettent ces actes et exigent le retour rapide à l'ordre constitutionnel.

Je rappellesolennellement, qu'il ne peut y avoir de vie politique digne de ce nom, sans le respect des échéances électorales, et des mécanismes institutionnels légitimes, qui fondent la vie publique.

Excellences, Majestés Mesdames et Messieurs,

L'Afrique, bien que sous pression, se bat pour son intégration régionale, pour sortir du marasme économique.

Les chocs économiques subis par nos pays, en particulier l'inflation et les crises logistiques et alimentaires ont gravement affectés nos potentiels de croissance, la vie quotidienne de nos populations et la stabilité de nos Etats.

C'est dans ce sens qu'il a été mis en œuvre, depuis 2021, la Zone de Libre-échange Continentale Africaine, le grand marché commun continental, dans l'espoir de redynamiser la croissance et le PIB de l'Afrique.

Avec cet outil essentiel, que j'ai la mission d'accélérer, pendant mon mandat de Président de l'UA, le continent se donne les moyens de créer des effets de levier, qui lui permettront de dégager la richesse nécessaire, pour mieux faire face à sa croissance démographique.

La ZLECAf contribuera, en effet, à la concrétisation de notre ambition commune, d'aller vers l'industrialisation du continent, car l'Afrique doit cesser d'être un simple pourvoyeur de matières premières.

Tout en permettant de renforcer nos secteurs secondaires et tertiaires, pour créer de l'emploi, la ZLECAf stimulera aussi le transfert de technologies, et favorisera les investissements étrangers puisqu'elle ouvrira aux autres continents l'accès immédiat à un marché de plus de 1 milliard de personnes.

Permettez-moi de réitérer ici, notre demande d'appui au renforcement du partenariat stratégique entre l'Afrique et la CELAC, la Communauté d'Etats Latino-américains et Caraïbes, voire même son institutionnalisation, et la mise en place d'une Commission mixte UA-CELAC.

Ce partenariat permettra, non seulement de renforcer la coopération Sud-Sud, dans l'intérêt mutuel de nos Etats, mais aussi de mieux capitaliser le partenariat avec nos Amis et Frères du Nord.

**Excellences, Majestés,
Mesdames et Messieurs,**

A l'instar du reste du monde, les pays africains ont, plus que jamais, besoin de paix et de sécurité, pour pouvoir jouir de meilleures conditions de vie.

La paix et le développement passeront aussi par la résolution des problèmes politiques et territoriaux, liés à la souveraineté des États et à la dignité des nations.

Ce sont ces préoccupations qui nous ont poussés, certains de mes Pairs africains et moi-même, à aller à la rencontre du Président Volodymyr Zelensky et du Président Vladimir Poutine, dans le cadre d'une Mission de Paix Africaine, en juin dernier, respectivement à Kiev et à Saint-Pétersbourg.

Ainsi, nous sommes disposés à soutenir toutes les autres initiatives, visant à contribuer à mettre fin à cette guerre, qui impacte négativement nos ambitions, en faveur du mieux-être de nos populations.

Je réitère, toujours dans le sens de la préservation de la paix et de la stabilité, et au nom de l'Union Africaine, la nécessité impérieuse de parvenir à une solution juste et équitable à la question de la Palestine, une solution qui consacre le droit du peuple palestinien à disposer d'un Etat souverain, vivant en parfaite harmonie et en sécurité, avec l'Etat d'Israël.

Je rappelle, aussi solennellement, en tant que Président de l'Union Africaine et de l'Union des Comores, la comorianité de l'île de Mayotte.

Je rappelle que pour avancer, dans la gestion de ce dossier, nous avons opté pour un dialogue, avec la partie française, afin de trouver une issue à ce contentieux désagréable, dans l'intérêt de nos deux pays.

**Excellences, Majestés,
Mesdames et Messieurs,**

Je souhaite souligner ma volonté profonde, qui est aussi celle du Gouvernement comorien, d'honorer les institutions et la vie démocratique aux Comores, en organisant de façon libre, transparente et démocratique, les prochaines élections présidentielles et des Gouverneurs de 2024.

Je souhaite également rappeler que l'Union des Comores, a pu mettre fin au cycle des instabilités politiques, qui avaient caractérisé la vie politique comorienne, depuis l'indépendance de 1975, grâce à la politique de réconciliation nationale que j'ai menée depuis 2000.

Cette politique de réconciliation, soutenue par l'Union Africaine, les Nations Unies et tous nos autres partenaires, a apporté la stabilité dans le pays, et nous avons le devoir de la consolider et la pérenniser.

Depuis 2002, en effet, la date du 26 mai est devenue une référence symbolique de l'alternance aux Comores, puisque à cette date, s'opère la passation des pouvoirs, issue d'élections présidentielles libres et transparentes.

C'est, animé de ce souci constant, de préserver la paix et la stabilité en Union des Comores, que je sollicite à nouveau, votre appui et votre accompagnement, afin que les prochaines élections présidentielles et des Gouverneurs, prévues pour les mois de décembre et de janvier prochains, puissent se tenir dans de très bonnes conditions.

Pour conclure, je reste confiant que le 26 mai 2024, marquera, une fois encore, la maturité politique des Comoriennes et des Comoriens, et que la Cérémonie d'investiture du prochain Président de l'Union des Comores, symbolisera l'ancrage et la force de la démocratie comorienne.

Je vous remercie.